ANALYSE 2017
4 décembre

C E T R I
Centre tricontinental

HAÏTI : LA QUESTION DE L'ÉTAT TOUJOURS AU CENTRE DES LUTTES

Colette Lespinasse

Propos recueillis par Frédéric Thomas (politologue, chargé d'étude au CETRI, auteur notamment de *L'échec humanitaire – Le cas haïtien*).

Le nouveau président haïtien affronte, depuis septembre 2017, un vaste mouvement d'opposition centré sur le budget 2017-2018 du gouvernement. L'avenir de cette mobilisation dépendra largement de l'articulation entre les diverses organisations sociales, et entre celles-ci et les partis d'opposition. La question de l'État demeure l'enjeu stratégique primordial.

Frédéric Thomas - *Début février 2017, après un long processus électoral interrompu et contesté[1], Jovenel Moïse est devenu le 58e président d'Haïti. Il héritait d'un pays appauvri, dépendant et dont les problèmes structurels semblaient avoir encore été aggravés au cours de la présidence de son prédécesseur, Martelly, dont Moïse est le poulain. Pourriez-vous nous dresser un bilan des premiers mois de son gouvernement ?*

Colette Lespinasse - Le nouveau président a bénéficié de plusieurs mois de grâce. Même sans donner de réponses concrètes aux demandes de la population, en augmentant le coût du carburant, en n'octroyant une augmentation de seulement trente-cinq gourdes au salaire minimum des ouvriers de la sous-traitance, il semblait ne pas devoir affronter d'opposition forte. De plus, il est en parfaite harmonie avec le parlement, où la majorité le soutient. On avait l'impression que tout le monde était tranquille, et que l'opposition, après un processus d'élections qui a duré deux années, fatiguée, n'était plus capable de se mobiliser.

Jovenel Moïse a lancé sa « Caravane du changement », à grands renforts de propagande et de dépenses, mais sans aucune participation effective des personnes sur place ni des institutions publiques en charge des secteurs qu'il entend promouvoir. De plus, cette caravane n'a jamais été budgétisée et cette ligne de dépenses n'apparaît pas dans le budget 2017-2018. C'est comme si le gouvernement était toujours en campagne, faisant un tas de promesses, mais sans voir concrètement où il veut en venir, sans jamais dire comment il va faire, avec quels moyens. Il n'y a ni stratégie ni orientations claires. Dès lors, on est sûrs que cela ne va pas avoir de résultats.

Certains s'inquiètent d'une dérive sécuritaire du régime. Quelle est la situation actuelle par rapport aux droits humains ?

Sur le plan de l'État de droit, de la démocratie et des droits humains, nous avons beaucoup d'inquiétudes, car c'est un gouvernement « one-man-show ». Le président se met en avant et ne renforce pas les institutions. Même lors du débat sur le budget, aucun ministre n'est venu le défendre ; c'est encore le président et ses porte-parole qui l'ont défendu. Les droits humains, la liberté de presse, le droit d'association, tous ces droits pour lesquels on s'est battus, sont menacés par des lois antidémocratiques – sur la diffamation et contre les homosexuels – votées au parlement.

La décision de bannir 250 ONG, sous prétexte qu'elles n'ont pas fourni de rapports (contenant des

[1]. Lire les rapports d'observation électorale de la Coalition d'organisations haïtiennes (SOFA, CNO, CONHANE, RNDDH) sur www.rnddh.org.

informations sur leurs financements) et la volonté que les ONG s'alignent sur les plans du gouvernement vont dans le même sens. Sans compter la modification substantielle de l'Unité centrale de renseignements financiers, l'UCREF qui est en charge de lutter contre le blanchiment des avoirs ; ce qui a permis à Jovenel Moïse de faire taire tous les questionnements concernant ses dettes et ses sources de financement.

À tout cela s'ajoute une crise migratoire, avec de nombreux jeunes qui ont quitté le pays (ces derniers temps vers le Brésil, le Chili, etc.) et la menace d'expulsion qui pèse sur les migrants haïtiens aux États-Unis depuis que Trump est arrivé au pouvoir. Les prochains mois s'annoncent d'autant plus difficiles que le 15 octobre est l'échéance pour le retrait de la Minustah (force armée de l'ONU) ; la police onusienne reste encore sur place, pour renforcer la police et la justice. Mais cela dans un contexte d'ébullition et de remobilisation de l'armée, et sans que ne soit clair l'objectif de cette nouvelle armée. On ne dispose d'aucun texte de loi et d'aucun document ; juste les discours du président. Il ne semble pas y avoir de vision claire, y compris au sein même du gouvernement.

Depuis mai 2017, des milliers d'ouvriers des usines de sous-traitance sont, à plusieurs reprises, descendus en masse dans les rues pour réclamer une hausse de leur salaire minimum de 300 à 800 gourdes (de 4 à 11 euros). Le pouvoir ne leur ayant accordé qu'une hausse de 35 gourdes, la mobilisation se poursuit. Quelle est l'importance de ces manifestations ? Est-ce un phénomène nouveau ?

Ce n'est pas un phénomène nouveau. Il y a deux ou trois ans, il y avait déjà eu des mobilisations autour des mêmes revendications. Mais ce qui est nouveau, c'est qu'est apparue au grand jour – dans les discours, les prises de position et les manifestations – la différence entre les syndicats. Les gens ont bien vu qu'il y avait des syndicats solidaires, proches des ouvriers et défendant leurs droits, et d'autres, qui étaient en réalité plus proches du patronat que des besoins des ouvriers. « Batay ouvriye » a fait un extraordinaire travail de mobilisation et d'information auprès des ouvriers. De plus, de nouveaux leaders ouvriers ont émergé. Mon seul regret : le fait que la voix des femmes soit restée en retrait, alors même qu'elles sont majoritaires dans les usines de sous-traitance !

Une autre chose que j'ai trouvée intéressante, c'est que les ouvriers ont bénéficié de l'appui d'autres organisations populaires dans les quartiers où sont les usines. Un travail de liaison s'est fait. On peut parler d'une articulation souterraine, d'une solidarité en train de se développer, notamment avec les marchandes, les étudiants, etc.

Les ouvriers sont-ils présents dans la mobilisation actuelle ?

Oui, ils ont pris position contre le budget, ont appelé à participer aux manifestations, et sont présents dans les luttes actuelles. Les syndicats de chauffeurs – déjà mobilisées en raison de l'augmentation du coût du carburant – sont d'ailleurs très impliqués.

Si le mécontentement couvait depuis quelque temps, c'est véritablement le vote du budget 2017-2018 qui a mis le feu aux poudres. Pourriez-vous nous dire quels sont les points de ce budget les plus contestés et pourquoi ?

À l'occasion du vote du budget, c'est comme si un volcan était entré en éruption. Le budget a servi de déclencheur. Beaucoup de secteurs, qui revendiquaient de manière isolée, se sont mis ensemble pour protester. Qu'est-ce qui est significatif dans ce budget et qui soulève l'opposition ? L'augmentation de certaines taxes, qui touchent les couches les plus pauvres (par exemple les chauffeurs) et la diaspora (celle-ci était visée par le biais d'une taxe forfaitaire de 10000 gourdes). Même si cela ne va pas rapporter beaucoup d'argent au budget, cela affecte la population.

Ensuite, la répartition du budget : il y a une injustice fiscale, car les parlementaires ont augmenté de 70% leur budget, alors que les secteurs vitaux, comme la Santé (4,3% du budget 2017-2018), par exemple, ont beaucoup moins de financements. Enfin, on est en train de prélever de l'argent pour payer le service de la dette, qui datent de l'après 2010 (suite au tremblement de terre, une grande partie de la dette du pays avait été annulée), et dont 90% correspond à Petrocaraïbe. Plus de 2 milliards de dollars ont été gaspillés, sans qu'on sache à quoi cela a servi et sans en voir les effets.

Le secteur de la justice est aussi mécontent et les magistrats sont en grève. Les mairies se sont également opposées à ce budget qui leur a retiré une série de prérogatives et une partie de leurs

maigres sources de financements. D'ailleurs, une cinquantaine de mairies font grève contre ce budget. Tout cela dans un contexte d'inflation – elle atteint plus de 16% –, de diminution des ressources, notamment du fait de la diminution du financement en provenance des institutions internationales. Alors qu'aucun service de l'État ne fonctionne bien, la présidence et les parlementaires mènent une vie de luxe ! Mais la mobilisation actuelle est aussi le fruit d'un travail de sensibilisation de ces dernières années et de la mise en place d'outils pour analyser le budget. En ce sens, c'est une avancée.

Quel rôle les partis d'opposition et, plus particulièrement, Moïse Jean-Charles, jouent-ils dans ces mobilisations ?

C'est Moïse Jean-Charles qui est à l'origine de ces mobilisations ; mobilisations sur lesquelles est venu se greffer « Fanmi Lavalas », le parti d'Aristide. Mais ce dernier, comme lors de la contestation des dernières élections, a ses propres revendications, qui sont différentes ; ce qui les intéresse, c'est le départ du président. Cela me semble une très mauvaise stratégie, qui risque à nouveau de diviser la lutte. Et quand on leur demande « et après ? », ils répondent : « on verra bien ». Les gens veulent décider par eux-mêmes, ne veulent plus être utilisés. Aujourd'hui, il n'y a pas encore de réel regroupement entre les organisations de la société civile et les partis politiques.

Le contexte est pourtant explosif. Il est nécessaire que le gouvernement s'assoie avec les partis d'opposition et les organisations populaires pour arriver à un consensus. Mais il n'y a jamais eu de dialogue avec l'opposition et la publication du budget au Moniteur a radicalisé les positions.

Les mouvements de femmes et paysans semblent un peu en retrait. Pourquoi ?

C'est dû, selon moi, à la faiblesse des organisations de femmes, à leur manque d'articulation avec d'autres secteurs de la société. De même, pour les organisations paysannes. « Tèt kolé » et MPP [les deux mouvements paysans, membres de Via Campesina au niveau international] ont fait des déclarations publiques, soutiennent la mobilisation, mais on ne les voyait pas dans la rue avant la grande manifestation à Hinche organisée fin septembre 2017 à l'initiative du MPP. Jusqu'alors, c'était un mouvement de protestation surtout urbain.

Quelles sont les chances et les conditions, pour que s'opère une convergence des diverses luttes actuelles ?

Il faut chercher un consensus entre les leaders des partis politiques, ainsi qu'entre eux et les organisations de la société civile. Le danger est d'aller trop vite, avec des demandes impossibles à satisfaire, au risque de faire peur et de démobiliser les gens. Il faut créer un leadership qui ait la confiance des divers secteurs populaires, renouveler le leadership actuel : on retrouve aujourd'hui les mêmes leaders du passé, avec leurs mêmes discours… Un leadership qui aide à analyser la situation présente et catalyse les mobilisations. Ma crainte est qu'on passe à côté de cette occasion, que l'énergie des manifestants ne soit pas canalisée, qu'à nouveau, le mécontentement de la population soit utilisé, instrumentalisé, sans chercher à développer sa participation consciente.

Les employés du secteur public, frustrés, épuisés, sont très présents dans les mobilisations ; il faut renforcer l'alliance avec eux. Il faut trouver les moyens de travailler avec eux et aller au-delà de simples revendications autour du salaire. Il serait aussi intéressant de ne pas seulement protester, et que les organisations sociales se mettent ensemble pour proposer un contre-budget. Aujourd'hui, ce qui est en jeu, ce sont les lois économiques, les ressources, la nécessité et le principe de l'État ; pourquoi avoir un État, quand cet État ne fait rien, même pas ramasser les déchets ? Ce qui est en jeu, c'est le type même de l'État : il nous faut un mouvement pour transformer complètement cet État et ses relations avec la population.

Colette Lespinasse est journaliste, militante des droits humains, ancienne coordinatrice du Groupement haïtien d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR) et représentante à Port-au-Prince de la Coordination Europe-Haïti (CoEH).

Cet entretien a été réalisé pour la publication du CETRI *État des résistances : Amérique latine* parue en décembre 2017.

Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon